

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/002552]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2020 en matière de dépistage d'anomalies congénitales en Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E », l'article 2, § 2, 8° ;

Vu le décret du 1^{er} février 2024 relatif au traitement des données à caractère personnel dans le cadre des missions d'accompagnement, des programmes de médecine préventive et de soutien à la parentalité de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, article 10 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2020 en matière de dépistage d'anomalies congénitales en Communauté française ;

Vu la proposition du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donnée le 22 novembre 2023 ;

Vu le « test genre » du 29 janvier 2024 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension du genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 14 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2024 ;

Vu la décision de l'organe de concertation intra-francophone rendue le 27 février 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 février 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'Etat sous le numéro 75.688/4 ;

Vu la décision de la section de législation du Conseil d'Etat du 5 février 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, conformément à l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. À l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 janvier 2020 en matière de dépistage d'anomalies congénitales en Communauté française, les points 13°, 14° et 15° sont abrogés.

Art. 2. A l'article 7, § 2, du même arrêté, le 2° est remplacé par :

« 2° assurer le dosage des marqueurs/les analyses nécessaires permettant de dépister les affections suivantes : l'hypothyroïdie, l'hyperplasie des surrénales, la phénylcétonurie, les tyrosinémies, la leucine, l'homocystinurie, les galactosémies, le déficit en biotinidase, l'acidémie méthylmalonique (MMA), l'acidémie propionique (PA), l'acidurie glutarique de type I (GAI), l'acidémie isovalérique (IVA), le déficit en Carnitine palmitoyltransferase type I (CPT1), l'acidurie 3-hydroxy-3-méthylglutarique (HMG-CoA-lyase), le déficit en acétoacetyl-coA thiolase, le déficit en acyl-CoA déshydrogénase des acides gras à chaîne moyenne (MCAD), le déficit multiple en acyl-CoA déshydrogénase (MADD), le déficit en acyl-CoA déshydrogénase des acides gras à chaîne très longue (VLCAD), le déficit en déshydrogénase des 3-hydroxyacyl-CoA à chaîne longue (LCHAD), le déficit en captation de la carnitine (CUD), la mucoviscidose, l'amyotrophie spinale et les syndromes drépanocytaires ; »

Art. 3. À l'article 7, § 2, 9°, du même arrêté, les mots « à l'article 18 », sont remplacés par les mots « à l'article 10, § 6, du décret du 1^{er} février 2024 relatif au traitement des données à caractère personnel dans le cadre des missions d'accompagnement, des programmes de médecine préventive et de soutien à la parentalité de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ».

Art. 4. A l'article 10, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « La base de données de suivi doit être conservée au centre de dépistage pour une période maximale de 30 ans et un jour dans des conditions qui assurent le respect du secret professionnel et médical, et la protection de la vie privée. Cette base de données de suivi, placée sous la responsabilité des centres de dépistage quant au traitement de données, est la propriété de l'ONE » sont abrogés.

Art. 5. À l'article 10, § 2, du même arrêté, les mots « sur la base de l'identité de l'enfant (nom et prénom ainsi que noms des parents), de sa date de naissance et du nom du service de maternité du lieu de naissance ou du nom de la sage-femme indépendante » sont insérés après les mots « au § 1^{er} ».

Dans ce même paragraphe, les mots « Ces données sont détaillées à l'article 15, § 1^{er} » sont abrogés.

Art. 6. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 7. L'article 15 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.15. Les données traitées dans le cadre de ce programme sont décrites à l'article 10, § 1^{er}, du décret du 1^{er} février 2024 relatif au traitement des données à caractère personnel dans le cadre des missions d'accompagnement, des programmes de médecine préventive et de soutien à la parentalité de l'Office de la Naissance et de l'Enfance. ».

Art. 8. L'article 18 du même arrêté est abrogé.

Art. 9. Dans l'article 21, § 2, du même arrêté, les mots " 37,09 euros » sont remplacés par les mots " 45,00 euros ».

Art. 10. Dans l'article 21, § 3, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette indexation est calculée comme suit :

$$\frac{45,00 \text{ euros} \times \text{indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée}}{\text{Indice santé de référence de janvier 2024}}$$

Art. 11. L'article 24 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 24. La subvention prévue à l'article 21 est liquidée aux centres de dépistage agréés de la manière suivante :

- une avance de 90% du montant dû pour l'année N en cours est versé au cours du premier trimestre. Le montant dû est calculé sur base des consommations des années antérieures ;

- le solde est versé l'année N+1 après introduction par le centre d'un justificatif de subvention mentionnant le nombre d'enfants effectivement dépistés au cours de l'année N ».

Art. 12. L'article 37 du même arrêté est abrogé.

Art. 13. L'annexe du même arrêté est abrogée.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2024.

Art. 15. La Ministre de la Santé est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/002552]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2022 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", artikel 2, § 2, 8°;

Gelet op het decreet van 1 februari 2024 betreffende de verwerking van persoonsgegevens in het kader van ondersteunende opdrachten, preventieve geneeskundeprogramma's en ouderschapsondersteuningsprogramma's van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", artikel 10;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het voorstel van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 22 november 2023;

Gelet op de "gendertest" van 29 januari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 februari 2024;

Gelet op de beslissing van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op de aanvraag om advies aan de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 22 februari 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.688/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van de Raad van State van 5 februari 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Kind en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 januari 2020 inzake opsporing van aangeboren afwijkingen in de Franse Gemeenschap, worden de punten 13°, 14° en 15° opgeheven.

Art. 2. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt 2° vervangen als volgt :

de dosering garanderen van de merkstoffen/ nodige analyses waarbij de volgende aandoeningen kunnen worden opgespoord : hypothyreoïdie, bijnierhyperplasie, fenylketonurie, tyrosinemie, leukinose, homocystinurie, galactosemie, deficiëntie in biotinidase, methylmalonacidemie (MMA), propionzuuracidemie (PA), glutaaracidurie van type I

(GAI), isovaleriaanzuuracidemie (IVA), Carnitinepalmitoyltransferase type I (CPT1)-deficiëntie, 3-hydroxy-3-methylglutaaracidurie (HMG-CoA-lyase), acetoacetyl-coA-thiolase-deficiëntie, het medium keten acyl-CoA-dehydrogenasedeficiëntie van vetzuren (MCAD), de multiple acyl-CoA dehydrogenasedeficiëntie (MADD), acyl-CoA-dehydrogenasedeficiëntie met zeer lange keten (VLCAD), het lange keten 3-hydroxyacyl-CoA dehydrogenase deficiëntie (LCHAD), carnitine-opnamedeficiëntie (CUD), mucoviscidose, spinale spieratrofie en sikkelcelsyndromen ;

Art. 3. In artikel 7, § 2, 9°, van hetzelfde besluit worden de woorden “in artikel 18”, vervangen door de woorden “in artikel 10, § 6, van het decreet van 1 februari 2024 betreffende de verwerking van persoonsgegevens in het kader van ondersteunende opdrachten, preventieve geneeskundeprogramma’s en ouderschapsondersteuningsprogramma’s van het “Office de la Naissance et de l’Enfance”.

Art. 4. In artikel 10, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “De opvolgingsgegevensbasis moet bewaard worden op het opsporingscentrum voor een maximale duur van 30 jaar en één dag onder de voorwaarden die de naleving van het beroepsgeheim en van de persoonlijke levenssfeer garanderen. Die opvolgingsgegevensbasis, geplaatst onder de verantwoordelijkheid van de opsporingscentra voor de verwerking van gegevens, is het eigendom van de ONE.” opgeheven.

Art. 5. In artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “op basis van de identiteit van het kind (naam en voornaam alsook namen van de ouders), de geboortedatum en de naam van de kraamdienst, de geboorteplaats of de naam van de zelfstandige verloskundige” ingevoegd na de woorden “in § 1”.

In dezelfde paragraaf worden de woorden “Die gegevens worden gedetailleerd in artikel 15, § 1.” opgeheven.

Art. 6. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art.15. De gegevens verwerkt in het kader van dit programma worden beschreven in artikel 10, § 1, van het decreet van 1 februari 2024 betreffende de verwerking van persoonsgegevens in het kader van ondersteunende opdrachten, preventieve geneeskundeprogramma’s en ouderschapsondersteuningsprogramma’s van het “Office de la Naissance et de l’Enfance”. ».

Art. 8. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel 21, § 2, van hetzelfde besluit worden de woorden “ 37,09 euro » vervangen door de woorden « 45,00 euro ».

Art. 10. In artikel 21, § 3, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Die indexering wordt berekend als volgt :

$$\frac{45,00 \text{ euro} \times \text{gezondheidsindexcijfer van januari van het betrokken begrotingsjaar}}{\text{Referentiegezondheidsindexcijfer van januari 2024.}}$$

Art. 11. Artikel 24 wordt vervangen als volgt :

“ Art. 24. De subsidie bedoeld in artikel 21 wordt uitbetaald aan de erkende opsporingscentra als volgt :

- tijdens het eerste kwartaal wordt een voorschot betaald van 90% van het verschuldigde bedrag voor het lopende jaar N. het verschuldigde bedrag wordt berekend op basis van het verbruik uit voorgaande jaren;
- het saldo wordt uitbetaald in jaar N+1 na indiening door het centrum van een bewijsstuk van de subsidie met vermelding van het aantal daadwerkelijk opgespoorde kinderen in jaar N.”

Art. 12. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 13. De bijlage van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2024.

Art. 15. De Minister van Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002551]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juin 2016 portant approbation du règlement d’ordre intérieur de la Commission de l’enseignement supérieur inclusif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 janvier 2014 relatif à l’enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap, l’article 25, alinéa 5,

Considérant la décision du 29 janvier 2024 de la Commission de l’enseignement supérieur inclusif de modifier son règlement d’ordre intérieur ;